

Langue : FRANÇAIS

Original : Français



FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT

PROJET: CEEAC - PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU SECRETARIAT GENERAL DE LA CEEAC

PAYS : MULTINATIONAL : SECRETARIAT GENERAL DE LA CEEAC

RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROJET

Date : Avril 2011

Equipe d'achèvement	<p>Chef d'équipe : A. AMOUMOUN, Expert Gouvernance, OSGE.2 Membres de l'équipe : K. HOMA WOO, Assistant aux Opérations, OSGE2 Directeur pour le secteur : I. NDOUMBE LOBE, Directeur, OSGE Directeur régional : M. KANGA, Directeur, ORCE</p>
Revue par les pairs	<p>B. ALPERTE, Spécialiste Gouvernance, OSGE.1 M. MALLBERG, Economiste, OSGE.2 F. SYLLA, Economiste Pays, ORCE</p>

TABLE DES MATIÈRES

A. INFORMATIONS SUR LE PROJET ET DATES CLES	1
I. INFORMATIONS DE BASE	1
II. DATES CLES	1
III. RESUME DES NOTES.....	1
IV. RESPONSABLES DU PROJET AU SEIN DE LA BANQUE	2
B. CONTEXTE DU PROJET	2
C. OBJECTIF DU PROJET ET CADRE LOGIQUE.....	3
D. RESULTATS ET RENDEMENTS.....	7
I. RESULTATS OBTENUS	7
II. RENDEMENTS OBTENUS	10
E. CONCEPTION ET ETAT DE PREPARATION A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET.....	11
F. MISE EN ŒUVRE.....	13
G. ACHEVEMENT	15
H. LECONS TIREES DE L'EVALUATION	16
I. RESUME DES NOTES OBTENUES PAR LE PROJET	17
J. TRAITEMENT	18
LISTE DES ANNEXES.....	19

Sigles et abréviations

AEF	Afrique Equatoriale Française
AMSCO	African Management Service Company
AOF	Afrique Occidentale Française
APDF	Africain Project Development Facility
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
CCI	Contribution Communautaire d'Intégration
CDS	Commission de défense et de sécurité
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CEP	Cellule d'exécution du projet
CEPGL	Communauté économique des pays des grands lacs
CER	Communauté économique régionale
COMESA	Common Market for East and Southern Africa
COPAX	Conseil de paix et de sécurité en Afrique centrale
CPP	Comité de pilotage du projet
CRNEPAD/AC	Coordination régionale de mise en œuvre et de suivi du NEPAD en Afrique centrale
EU	Etats-Unis
FAD	Fonds africain de développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCD	Fonds de coopération et de développement de la communauté
FOMAC	Force multinationale de l'Afrique Centrale
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
IDEP	Institut de développement économique et de planification
MAEP	Mécanisme africain d'évaluation par les pairs
MARAC	Mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique Centrale
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUSIDA	Organisation des Nations Unies pour la lutte contre le VIH/SIDA
OAIC	Organisation inter-africaine du café
OUA	Organisation de l'Unité africaine
PDCT/AC	Plan directeur consensuel des transports en Afrique Centrale
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le développement
PPTTE	Initiative en faveur des pays pauvres très endettés
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
SADC	Southern African Development Community
TEC	Tarif extérieur commun
UDE	Union douanière équatoriale
UDEAC	Union douanière et économique de l'Afrique Centrale
UE	Union Européenne
UMA	Union du Maghreb arabe
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine / Syndrome Immunodéficience acquis
ZLE	Zone de libre-échange

A. INFORMATIONS SUR LE PROJET ET DATES CLES

I. INFORMATIONS DE BASE

Référence du Projet: P-Z1-KF0-006	Titre du Projet: Projet d'Appui Institutionnel au Secrétariat Général de la CEEAC	Pays: Etats membres de la CEEAC	
Instrument(s) de Prêt: Accord de don N°. 2100155003720		Secteur: Appui Institutionnel Multisectoriel	Catégorie Environnementale: III
Engagement Initial: 2 590 000 UC don FAD et 240 000 UC contribution de CEEAC en total 2 830 000 UC	Montant à annuler: 248 893,96	Montant Décaissé: Don FAD : 2 341 106,04 UC Contribution de la CEEAC: 240 000 UC	% Décaissé: Don FAD 90,39% Contribution de la CEEAC: 100%
Emprunteur: Le Secrétariat Général de la CEEAC			
Organe d'Exécution: Le projet est géré par une Cellule d'exécution (CEP), rattachée au Département programme, budget, administration et ressources humaines. Un comité de pilotage assure la coordination et la supervision générale du projet ainsi que la validation du programme annuel d'activités.			
Co financiers et Autres Partenaires Extérieurs : Secrétariat General de la CEEAC			

II. DATES CLES

Note de Conception du Projet Approuvé par Com.Ops.: NA	Rapport d'évaluation Approuvé par Com.Ops.: NA	Approbation par le Conseil d'Administration: 17 novembre 2004	
Restructuration(s) : Il n'y a pas eu de restructuration du projet, néanmoins deux prorogations de la date de clôture ont été effectuées. La première a permis de reporter la date de clôture du 31 décembre 2008 au 31 décembre 2009 et la seconde a reporté la date de clôture au 31 décembre 2010.			
	Date initiale	Date effective	Ecart en termes de mois [date effective-date initiale]
ENTREE EN VIGUEUR	Janvier 2005	14.01.2005	0
REVUE A MI-PARCOURS			
CLÔTURE	31 Décembre 2008	31/12/2010	24

III. RESUME DES NOTES

CRITERES	SOUS-CRITERES	NOTES
RENDEMENT DU PROJET	Réalisation des Résultats	3
	Réalisation des Rendements	2
	Respect du Calendrier	3
	RENDEMENT GENERAL DU PROJET	3
PERFORMANCE DE LA BANQUE	Conception et état de Préparation	3
	Supervision	3
	PERFORMANCE GENERALE DE LA BANQUE	3
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	Conception et état de préparation	3
	Execution	3
	PERFORMANCE GENERALE DE L'EMPRUNTEUR	3

IV. RESPONSABLES DU PROJET AU SEIN DE LA BANQUE

FONCTIONS	A L'APPROBATION	A L'ACHEVEMENT
Directeur Régional	M. L.B.S. CHAKROUN	Mme M. KANGA
Directeur Sectoriel	N.a.	M. I. NDOUMBE LOBE
Chef de division sectorielle	N.a	M. J. MUKETE
Chef de Projet	M. S. KONE	M. A. AMOUMOUN
Chef de l'équipe du RAP		M. A. AMOUMOUN
Membres de l'équipe du RAP		M. K. HOMAWOO

B. CONTEXTE DU PROJET

Faire un résumé du bien-fondé de l'assistance de la Banque. Texte:

- sur quel défi du développement porte le projet,
- stratégie générale de l'emprunteur pour relever ce défi,
- activités de la Banque dans ce(s) pays et dans ce secteur durant l'année dernière et performance, et
- activités en cours financées par la Banque et d'autres sources extérieures qui complètent, font doublon ou se rapportent à ce projet.

Veillez citer les sources concernées. Exprimez-vous sur la force et la cohérence de cette justification.

[300 mots au plus. Tout autre propos pertinent sur les origines et l'historique du projet doit être, si besoin, présenté à l'annexe 6 intitulé: Description du Projet]

Défi de développement du projet : Le défi principal demeure dans les difficultés d'ordre socio politique pour la mise en œuvre de l'intégration régionale dans la zone de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). La mise en œuvre de la vision communautaire est aussi marquée par des insuffisances de capacités institutionnelles de la CEEAC à assurer la coordination et une bonne application des politiques économiques, sectorielles et commerciales au plan régional. Ainsi, le projet visait à renforcer les capacités humaines et organisationnelles du Secrétariat général, organe exécutif de la CEEAC, en vue d'impulser le processus d'intégration et de coopération régionale.

Stratégie générale de l'emprunteur pour relever ce défi : Conscients des insuffisances, défis et enjeux de l'intégration régionale, les Chefs d'Etat ont décidé en 1998 de redynamiser le Secrétariat de la Communauté, et de lui confier une mission supplémentaire importante, à savoir, la promotion et la consolidation de la paix en Afrique centrale en vue de relancer l'intégration régionale. A cet effet, ils ont adopté des politiques et plans d'actions dans des domaines stratégiques de l'intégration régionale et institué la Contribution communautaire d'intégration (CCI), nouveau mécanisme de financement des projets communautaires et du Secrétariat général de la CEEAC.

Activités de la Banque dans ce pays et dans ce secteur : Le FAD a financé en juillet 2003, pour 2,5 millions d'UC, une étude sur l'interconnexion des réseaux électriques nationaux. Le rapport d'évaluation de cette étude soulignait que le renforcement des capacités du Secrétariat général de la CEEAC était une des priorités pour assurer sa viabilité. Le projet d'appui institutionnel à la CEEAC qui est la deuxième opération directement financée par la Banque au Secrétariat général de la CEEAC, participe à cet effort. Le portefeuille multinational actif de la Banque pour l'Afrique centrale comprend des projets dans le secteur des transports (79%), des équipements collectifs (3%), social (4%), de l'agriculture (13%) et de la gouvernance (1%). Enfin, la Banque a élaboré en 2010 une stratégie d'intégration régionale pour la CEEAC en vue de mieux cibler et renforcer la cohérence de ses interventions à moyen et long termes.

Activités en cours financées par la Banque ou d'autres bailleurs : Les principaux bailleurs de fonds qui financent le processus d'intégration régionale en Afrique centrale sont le Groupe de la Banque, la Banque mondiale, l'UE, la France, l'Allemagne et les agences spécialisés des Nations Unies. Ces donateurs interviennent de façon ciblée et coordonnée. C'est ainsi que la BM et la France apportent une assistance technique à la Commission de la CEMAC. L'UE, quant à elle, est le principal bailleur de fonds du volet sécurité et paix (Appui au MARAC- et à la FOMAC) de la CEEAC. Outre ce volet, l'UE intervient dans le financement des infrastructures routières, de la protection des forêts et dans la consolidation de la ZLE, 1er domaine de concentration du 10ème FED. La France assiste l'Afrique centrale dans la révision des directives de l'OHADA et le soutien financier en assistance technique à la BDEAC et au PER de la CEMAC. La coopération allemande soutient principalement le renforcement de la gouvernance et la mise en œuvre de l'ITIE dans la zone CEMAC. Les Agences

spécialisées des Nations-unies interviennent dans la consolidation de la paix, l'aide humanitaire et la rationalisation des organisations régionales d'Afrique centrale en collaboration avec l'UA. Ces actions incluent le renforcement de la coopération entre la CEMAC et la CEEAC et le soutien à la formulation de la vision et des plans d'actions régionaux et sectoriels (PDCT-AC, PEAC, eau), notamment, à travers le Bureau régional de la CEA à Yaoundé. L'ACBF a financé un projet d'appui institutionnel dans la sous-région et le Centre de Commerce International (CCI) a financé le projet PACCIA2.

C. OBJECTIF DU PROJET ET CADRE LOGIQUE

1. Enoncer le(s) Objectif(s) de Développement du Projet (ainsi qu'ils sont présentés dans le rapport d'évaluation)

Le but du projet était de contribuer à la promotion de l'intégration régionale dans la zone CEEAC grâce : (i) au renforcement des capacités d'action et d'intervention du Secrétariat général de la CEEAC par relance effective du Secrétariat général, (ii) à l'appui à la réorganisation de la CEEAC par la conception et la mise en œuvre d'un nouvel organigramme du Secrétariat général, (iii) à l'appui dans la mise en œuvre du programme d'activités notamment dans les secteurs prioritaires tels que : la mise en œuvre de la ZLE, le NEPAD et le secteur de transport, en vue d'impulser l'intégration économique et la coopération régionale.

2. Décrire les principales composantes du projet en indiquant comment chacune contribuera à la réalisation des objectifs du projet

Les domaines d'intervention ont été ciblés sur la base de leur pertinence à répondre aux problèmes identifiés au sein du Secrétariat général, au moment de la conception du projet. Les principales composantes du projet sont :

A. Appui à la réorganisation du Secrétariat général de la CEEAC par l'élaboration et la mise en place d'un organigramme adapté à ses missions : il s'agit dans cette composante de: i) doter le Secrétariat général de la CEEAC d'un organigramme fonctionnel pour lui permettre d'assumer ses missions traditionnelles et nouvelles, à savoir, la coopération économique et l'intégration régionale, d'une part, et la promotion de la paix, de la stabilité et de la sécurité en Afrique centrale, d'autre part, par un apport de prestations de consultants spécialisés en organisation, méthodes et formation.

B. Appui à la mise en œuvre du programme d'activités du Secrétariat général de la CEEAC - : il s'agit dans cette composante d'appuyer la mise en œuvre de la CCI et de la Zone de Libre Echange (ZLE) par la formation des fonctionnaires des Etats membres ; la mise place d'un système de comptabilité et de documentation électronique ; enfin de fournir une assistance pour redynamiser les programmes prioritaires que sont le NEPAD, les infrastructures de transports et les échanges commerciaux intra-communautaires.

C. Gestion et suivi du Projet : il s'agit de doter le Secrétariat général d'une cellule d'exécution disposant des ressources humaines compétentes ainsi que des équipements informatiques et bureautiques afin d'assurer la gestion du projet et l'exécution des activités.

3. Evaluer brièvement (deux phrases au plus) les objectifs du projet sous trois angles : noter l'évaluation, en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1.

CARACTERISTIQUES DES OBJECTIFS DU PROJET		EVALUATION	NOTE
PERTINENTS	a) Pertinent au regard des priorités de développement de l'entité bénéficiaire	Les objectifs du projet sont pertinents au regard de la vision stratégique d'intégration dans la sous-région et la redynamisation la CEEAC, mais auraient du être mieux ciblés.	3
REALISABLES	b) Objectifs jugés réalisables au regard des contributions au projet des délais envisagés.	Les objectifs du projet sont globalement réalisables, mais auraient dû davantage tenir compte des délais longs liés aux décisions politiques (ex : validation politique du nouvel organigramme intervenue en juillet 2009 au lieu de février 2006).	2

COHERENTS	c) Conforme à la stratégie nationale ou régionale de la Banque.	Le projet reflète une cohérence avec la politique de la Banque en matière de coopération économique et d'intégration régionale et le Plan stratégique 2003-2007, qui font de l'intégration régionale un des piliers politiques de développement de la Banque.	3
	d) Conforme aux priorités générales de la Banque.	Le projet participe au renforcement des capacités de la CEEAC en vue de soutenir plus efficacement l'intégration régionale et le développement socioéconomique en Afrique centrale. Il rentre donc pleinement dans les priorités générales de la Banque en matière de d'intégration régionale.	3

4. Présenter le cadre logique. En l'absence de cadre logique, remplir le tableau ci-dessous, en indiquant l'objectif global du projet, les principales composantes du projet, les principales activités de chaque composante et les résultats et rendements attendus, ainsi que les indicateurs de mesure de la réalisation des rendements. Vous pouvez créer des rangées supplémentaires pour les composantes, activités, résultats ou rendements, si nécessaire

COMPOSANTES	ACTIVITES	RESULTATS	RENDEMENTS ATTENDUS	INDICATEURS A MESURER
Composante 1 : Appui à la réorganisation du Secrétariat général de la CEEAC par la conception et la mise en œuvre d'un organigramme adapté	<u>Activité 1</u> : Appuyer la réorganisation de la CEEAC par la conception et la mise en œuvre d'un nouvel organigramme au niveau du Secrétariat.	Le Secrétariat général de la CEEAC dispose en 2006 d'un organigramme adapté à ses missions	Le secrétariat général est opérationnel à la satisfaction des Etats membres en 2006 et 2007	
	<u>Activité 2</u> : Renforcer les capacités d'action et d'intervention du Secrétariat général de la CEEAC	Le Secrétariat général de la CEEAC dispose en 2006 d'experts qualifiés au regard de ses missions	Le Secrétariat général de la CEEAC a exécuté son programme de travail de 2006 et 2007 à la satisfaction des Etats membres.	Le nombre de profils des postes approuvés par les Etats membres en 2005/2006 Le nombre de cadres du Secrétariat général recrutés en 2006 selon les profils identifiés.
Composante 2 : Appuyer la mise en œuvre du programme d'activités du secrétariat général	<u>Activité 3</u> : mise à disposition du Secrétariat Général d'expertise à travers le recrutement de consultants spécialisés dans les domaines des statistiques, fiscalité-douanes, Nepad, infrastructures, comptabilité, analyses des projets, documentation.	Le système de gestion comptable de la CCI est opérationnel en 2006 et maîtrisé par les cadres du SG. Le système d'informations sur la gestion des ressources de la CCI est fiable et accessible aux Etats membres en 2007.	Le Secrétariat général assure une mise en œuvre efficiente de la CCI	La CCI est opérationnelle et le Secrétariat général a un budget 2007 approuvé à la fin de l'année 2006

		L'expertise appropriée est disponible au niveau du SG en 2006 pour assurer le suivi de la zone de libre-échange et du marché commun.	Le Secrétariat général assure un suivi efficace du développement de la zone de libre-échange et du marché commun	
		L'expertise appropriée est disponible au niveau du SG en 2006 pour conseiller dans le cadre de la création du Fonds de coopération et de développement (FCD)	Le FCD finance des projets intégrateurs en Afrique centrale	Le FCD est opérationnel et la CEEAC a identifié en 2007 des projets intégrateurs finançables sur les ressources de la CCI.
		L'expertise appropriée dans les domaines clés est disponible au niveau du SG à partir de 2005 pour assurer le suivi de la mise en œuvre du NEPAD et impulser le processus d'intégration régionale en Afrique centrale.	Le Secrétariat général de la CEEAC assure efficacement la coordination des activités du NEPAD en Afrique centrale	Le plan d'action du NEPAD, le plan directeur consensuel des transports et le plan d'action genre sont mis en œuvre en 2006 et 2007.
		La Base de données statistiques sur le commerce extérieur est disponible en 2007	Le Secrétariat général dispose d'une Banque de données sur les échanges intracommunautaires et avec les pays tiers	
		Le Secrétariat général dispose d'un centre de documentation fonctionnel		Le centre de documentation est opérationnel et disponible fin 2007

	Activité 4. formation des fonctionnaires des Etats membres pour maîtriser la mise en œuvre de la CCI et de la ZLE (à travers l'organisation de 2 séminaires), et des formations pour le personnel du Secrétariat général	Un (1) Séminaire d'appropriation par les experts de la mise en œuvre de la CCI et un (1) séminaire d'appropriation par les experts du fonctionnement de la ZLE ont été organisés.	Les cadres nationaux des Etats membres et les experts de la CEEAC sont formés sur la contribution communautaire d'intégration (CCI) et la zone de libre-échange (ZLE)	33 cadres nationaux des pays membres de la CEEAC ont été formés sur la CCI et 33 autres cadres ont été sensibilisés au fonctionnement de la zone de libre-échange en 2006 et 2007
		Formation des cadres du secrétariat général dans le domaine de l'informatique, négociations commerciales, ZLE, bonne gouvernance, etc.)	Le Secrétariat général de la CEEAC met en œuvre le plan de formation adopté par les Etats membres, notamment en informatique, documentation, démocratie et bonne gouvernance, questions de genre, VIH/SIDA, ZLE, techniques de négociations commerciales, de passation des marchés	Nombre d'experts de la CEEAC formés en 2006 et 2007 suivant le plan de formation adopté par les Etats membres
	Activité 5 : Acquisition des fournitures de bureau, de matériel roulant, et des équipements informatiques pour la bureautique, la gestion de base de données, et l'archivage et documentation électronique.	Le Secrétariat général de la CEEAC est doté de bureaux, d'une salle de conférence, de matériel roulant et d'équipements informatiques adéquats.		Les travaux d'aménagement (câblage informatique), le matériel roulant, les équipements informatiques et divers sont acquis en 2006
Composante 3 : Appui à la gestion du Projet	Activité 6 : Mise en place de la cellule d'exécution du projet (CEP) et sa dotation en Equipements informatiques et bureautiques	1 coordonnateur de projet, 1 assistant financier, une secrétaire et 1 chauffeur sont recrutés.	La CEP est doté des capacités matérielles et humaines pour fonctionner	Pas d'indicateur défini dans le REP
		Le matériel informatique et bureautique de la CEP est acquis.		Pas indicateur défini dans le REP

5. Pour chaque dimension du cadre logique, indiquer brièvement (deux phrases au plus) à quel point le cadre logique a contribué à la réalisation des objectifs mentionnés ci-après. Noter l'évaluation en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1. En l'absence de cadre logique, attribuer à cette section la note 1.

CARACTERISTIQUES DU CADRE LOGIQUE		EVALUATION	NOTE
LOGIQUE	a) Prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	Il existe un cadre logique mais qui reste insuffisamment développé.	2
MESURABLE	b) Enonce les objectifs et les rendements de manière mesurable et quantifiable.	Les objectifs et rendements ont été quantifiés dans le cadre logique ; les indicateurs semblent parfois ambitieux au regard des capacités.	3
DETAILLE	c) Mentionne les risques et les hypothèses clés.	Les risques et hypothèses clés sont mentionnés dans la cadre logique, mais le risque lié au retard de mise en œuvre n'est pas suffisamment pris en compte.	2

D. RESULTATS ET RENDEMENTS

I. RESULTATS OBTENUS

Dans le tableau ci-dessous, évaluer pour chaque principale activité, les réalisations par rapport aux résultats prévisionnels, en se fondant sur le cadre logique présenté à la Section C. Noter le degré de réalisation des résultats attendus. Calculer les notes pondérées en proportion approximative du coût des activités du projet. La somme des notes pondérées s'affichera automatiquement et correspondra à la somme des notes pondérées. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.

PRINCIPALES ACTIVITES		Note de l'évaluation	Proportion des Coûts du Projet en pourcentage (ainsi que mentionné dans le rapport d'évaluation)	Note pondérée (générée automatiquement)
Résultats Attendus	Résultats Obtenus			
<p>Le Secrétariat général (SG) de la CEEAC dispose en 2006 d'un organigramme adapté à ses missions</p> <p>Le Secrétariat général de la CEEAC dispose en 2006 d'experts qualifiés au regard de ses missions</p>	<p>Le nouvel organigramme du SG de la CEEAC a été adopté par la conférence des Chefs d'Etat en juillet 2009.</p> <p>Quarante (40) cadres ont été recrutés depuis le début de la mise en œuvre du projet.</p> <p>Le plan de formation et le profil des postes ont été approuvés suite à l'adoption de l'organigramme. Un cabinet indépendant a été retenu pour organiser le processus de recrutement des cadres selon le nouvel organigramme</p>	3	9	0.27
Le système de gestion	Le projet a recruté un consultant qui a	2	4.5	0.09

<p>comptable de la CCI est opérationnel en 2006 et maîtrisé par les cadres du SG.</p> <p>Le système d'informations sur la gestion des ressources de la CCI est fiable et accessible aux Etats membres en 2007.</p>	<p>procédé au diagnostic et à la mise en place du système comptable de la CEEAC. Le système comptable est opérationnel. La comptabilité des exercices 2007 et 2008 a été reprise et mise à jour par un autre cabinet recruté dans le cadre du projet.</p> <p>Le système de gestion comptable de la CCI est maîtrisé par les cadres de la CEEAC mais la CCI n'est pas opérationnelle. En effet, sur les 10 Etats seuls 3 l'appliquent.</p>			
<p>L'expertise appropriée est disponible au niveau du SG en 2006 pour assurer le suivi de la zone de libre-échange et du marché commun.</p> <p>L'expertise appropriée est disponible au niveau du SG en 2006 pour conseiller dans le cadre de la création du FCD</p>	<p>L'expertise existe au sein du SG (2 experts en douanes et 2 en commerce ont été recrutés. Toutefois La ZLE et le FCD pas encore opérationnels (volonté politique, lenteurs au niveau des Etats membres.)</p>	2	38.36	0.77
<p>L'expertise appropriée dans les domaines clés est disponible au niveau du SG à partir de 2005 pour assurer le suivi de la mise en œuvre du NEPAD et impulser le processus d'intégration régionale en Afrique centrale.</p>	<p>Un expert en infrastructures et NEPAD a été recruté par le projet. Le plan d'action du NEPAD, le Plan Directeur consensuel des transports (PDCT/AC) ont été adoptés en 2007.</p>			
<p>La Base de données statistiques sur le commerce extérieur est disponible en 2007</p>	<p>La mise en place de base de données est en cours.</p>			
<p>Le Secrétariat général dispose d'un centre de documentation fonctionnel</p>	<p>Le centre de documentation est opérationnel depuis fin 2009. Une étude a été réalisée par un consultant en documentation recruté par le projet. Un expert en documentation et archivage a été recruté et a bénéficié d'une formation sur l'archivage électronique.</p>	2	14	0.28

2 séminaires d'appropriation par les experts de la mise en œuvre de la CCI et 2 séminaires d'appropriation par les experts du fonctionnement de la ZLE ont été organisés.	2 séminaires sur la CCI et 2 séminaires sur la ZLE ont été organisés par le projet dans 4 Etats membres ; au total 120 cadres ont été formés	3	11.24	0.34
Formation des cadres du secrétariat général de la CEEAC dans le domaine de l'informatique, négociations commerciales, ZLE, bonne gouvernance, etc.)	La formation en informatique, bureautique et messagerie a été organisée. 25 cadres ont été formés. Mais la formation prévue sur les techniques de négociations commerciales n'a pas été réalisée.			
Le Secrétariat général de la CEEAC est doté de bureaux, d'une salle de conférence, de matériel roulant et d'équipements informatiques adéquats.	Seize (16) bureaux au total ont été aménagés au siège et huit (8) autres bureaux dans le bâtiment annexe. Le matériel roulant a également été acquis sur fonds de contreparties en 2006 et 2007. Le don FAD a financé le câblage électrique et informatique, l'équipement en mobilier, le matériel audio phonique ainsi que les équipements informatiques et bureautiques	4	5.50	0.22
Un coordonnateur de projet, un assistant financier, une secrétaire et un chauffeur sont recrutés	La cellule a été dotée du personnel prévu comprenant un coordonnateur, un assistant financier, une secrétaire et un chauffeur en avril 2006.	4	17.40	0.70
Le matériel informatique et bureautique de la CEP est acquis.	L'équipement informatique, bureautique et mobilier de la CEP a été acquis en 2006			
NOTE GENERALE DES RESULTATS [correspond à la somme des notes pondérées]				2
Cochez ici pour ignorer la note auto-calculée				
Donner les raisons pour lesquelles la note autocalculée a été ignorée				
Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note auto-calculée				2

II. RENDEMENTS OBTENUS

RENDEMENTS		Note de l'évaluation
Prévisions	Réalisations	
1. En utilisant les données disponibles sur le suivi, évaluer la réalisation des <u>rendements attendus</u> . Importer les rendements attendus du cadre logique présenté dans la Section C. Attribuer une note pour le degré de réalisation des rendements attendus. La note générale des rendements sera automatiquement calculée et correspondra à la moyenne des notes de l'évaluation. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.		
Le secrétariat général est opérationnel à la satisfaction des Etats membres en 2006 et 2007	Le Secrétariat général de la CEEAC a connu une redynamisation de ses activités en 2006 et 2007 après une période de léthargie dans les années précédentes. Un nouvel organigramme adapté à ses missions a été adopté par les Chefs d'Etat en juillet 2009 dont la mise en œuvre progressive a débuté en 2010	2
Le Secrétariat général de la CEEAC a exécuté son programme de travail de 2006 et 2007 à la satisfaction des Etats membres	Depuis 2007, le programme de travail et le budget sont approuvés chaque année par les Etats membres, lors des réunions des Conseils des Ministres et conférences des Chefs d'Etats, qui se tiennent régulièrement depuis cette date	
Le Secrétariat général assure une mise en œuvre efficiente de la CCI	Le système de gestion comptable de la CCI est maîtrisé par les cadres de la CEEAC mais la CCI n'est pas pleinement opérationnelle.	
Le Secrétariat général assure un suivi efficace du développement de la zone de libre-échange (ZLE) et du marché commun	L'expertise comprenant deux experts en douanes et commerce existe à la CEEAC mais la ZLE n'est pas encore pleinement opérationnelle, à causes des lenteurs et de volonté politique au niveau des Etats membres.	1
Le Fonds de coopération et de développement (FCD) finance des projets intégrateurs en Afrique centrale	Le FCD n'a pas encore été créé et cela du fait que la CCI n'est pas pleinement opérationnelle.	1
Le Secrétariat général de la CEEAC assure efficacement la coordination des activités du NEPAD en Afrique centrale	Un expert formé dans le cadre du projet a été recruté pour le suivi des activités du NEPAD.	
Les cadres nationaux des Etats membres et les experts de la CEEAC sont formés sur la contribution communautaire d'intégration (CCI) et la zone de libre-échange (ZLE)	Deux séminaires sur la CCI et deux séminaires sur la ZLE ont été organisés par le projet dans 4 pays différents.	2
Le Secrétariat général de la CEEAC met en œuvre le plan de formation adopté par les Etats membres, notamment en informatique, documentation, démocratie et bonne gouvernance, questions de genre, VIH/SIDA, ZLE, techniques de négociations commerciales, de passation des marchés	Des sessions de formation en informatique, documentation et sur certaines thématiques ont été réalisées.	2
La CEP est doté des capacités matérielles et humaines pour fonctionner	Seize (16) bureaux au total ont été aménagés au siège et huit (8) autres bureaux dans le bâtiment annexe. Le matériel roulant a également été acquis sur fonds de contreparties en 2006 et 2007.	3

	Le don FAD a financé l'équipement en mobilier et le matériel audio phonique ainsi que les équipements informatiques et Bureautique en 2008	
NOTE GENERALE DES RENDEMENTS [Correspond à la moyenne des notes de l'évaluation]		2
	X Cocher ici pour ignorer la note calculée	
Donner les raisons pour lesquelles la note autocalculée a été ignorée		
Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note auto-calculée		2
2. <u>Autres rendements</u> : Commenter les rendements additionnels non prévus dans le cadre logique, et qui portent notamment sur les questions transversales (genre, par exemple).		
3. <u>Menaces qui pèsent sur la viabilité des rendements obtenus</u> . Souligner les facteurs qui affectent, ou pourraient affecter les rendements du projet à long terme ou leur viabilité. Mentionner toute nouvelle activité ou changement institutionnel éventuellement recommandé pour assurer la viabilité des rendements. L'analyse devra s'inspirer de l'analyse de sensibilité de l'annexe 3, si pertinent.		
Les principales menaces qui pèsent sur la viabilité des rendements se résument comme suit : Le premier risque est le regain éventuel de conflits dans la sous-région, qui pourrait retarder la réalisation des objectifs d'intégration régionale. Ce risque pourrait être atténué grâce au dialogue et aux initiatives en cours pour la consolidation de la paix (COPAX, etc) dans la région. Le second risque demeure la faiblesse de l'engagement politique (organisation des sommets des chefs d'Etats souvent reportée, application non effective de la CCI, dix ans après son institution, non effectivité de la ZLE), qui pèse sur la mise œuvre et la pérennisation du financement des programmes intégrateurs. Un engagement politique plus poussé et une rationalisation des CERs dans la région sont indispensables pour concrétiser les objectifs d'intégration dans la zone. Enfin, le troisième risque réside dans l'insuffisance des capacités du Secrétariat général de la CEEAC pour impulser le processus d'intégration. Ce risque peut être atténué par la mise en œuvre graduelle de la réforme institutionnelle engagée, ainsi que l'application effective de la CCI par tous les Etats membres.		

E. CONCEPTION ET ETAT DE PREPARATION A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

1. Indiquer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur se sont assurés que le projet tienne compte de la capacité de l'emprunteur à le mettre en œuvre, en assurant sa bonne conception et en mettant en place le dispositif requis pour l'exécution. Analyser tous les aspects liés à la conception du projet. Les questions liées à la conception sont les suivantes: dans quelle mesure la conception du projet a-t-elle tenu compte des leçons tirées de précédents RAP dans le secteur ou dans le pays (citer quelques RAP clés); le projet repose-t-il sur de sérieuses études analytiques (citer quelques documents clés); dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont-ils convenablement évalué la capacité des organes d'exécution et de la cellule d'exécution du projet; degré de consultations et de partenariats, justification économique du projet et les dispositions prises en matière d'assistance technique. [250 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]
La conception du projet a tenu compte entre autres des recommandations du rapport d'évaluation de l'étude sur l'interconnexion des réseaux électriques nationaux financé par le FAD en juillet 2003, qui soulignait que le renforcement des capacités du Secrétariat général de la CEEAC était une des priorités pour assurer sa viabilité. Le projet d'appui institutionnel a été donc évalué à partir des besoins exprimés par le Secrétariat général de la CEEAC. Il a été initié suite à la requête réf. N°387/CEEAC/SG/03 du 6 mai 2003 adressée à la Banque par le Secrétariat général de la CEEAC. Par la suite, une délégation de la CEEAC conduite par le Secrétaire général a effectué une visite de travail à la Banque en avril 2004 pour cerner les domaines pertinents d'assistance dans le cadre de ce projet. Pour tenir compte des faibles capacités de l'institution une cellule de gestion de projet a été mise en place. Un comité de pilotage du projet a été également créé pour servir d'instance de coordination et d'orientation du projet et valider le programme annuel de travail. Le Comité s'est régulièrement réuni.
2. Pour chaque dimension de la conception et de l'état de préparation à la mise en œuvre du projet, présenter une brève

évaluation (deux phrases au plus). Attribuer une note d'évaluation en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.				
ASPECTS LIES A LA CONCEPTION ET A L'ETAT DE PREPARATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET		EVALUATION	Note de l'évaluation	
REALISME	a) Du fait de sa complexité, le projet est sous-tendu par une analyse de la capacité du pays et de son engagement politique.	Lors de la préparation du projet, la capacité du Secrétariat General de la CEEAC a été analysée. Les insuffisances relevées à l'issue de cette analyse ont permis d'orienter les objectifs du projet sur le renforcement des capacités internes de l'institution. Toutefois l'engagement politique a été insuffisamment pris en compte.	2	
EVALUATION DU RISQUE ET ATTENUATION	b) La conception du projet tient suffisamment compte de l'analyse des risques.	Dans sa conception, le projet a tenu compte des risques liés à la faiblesse des capacités de la CEEAC. Par contre les risques liés au calendrier de mise en œuvre n'ont pas été suffisamment pris en compte.	2	
UTILISATION DES SYSTEMES DU PAYS	c) Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres sont fondés sur des systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires	Les procédures de la Banque en matière d'acquisition ont été utilisées pour toutes les activités financées par le fond FAD.	2	
Pour les dimensions ci-après, attribuer des notes d'évaluation distinctes pour la performance de la Banque et la performance de l'emprunteur :			Note de l'évaluation	
			Banque	Emprunteur
CLARTE	d) Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies.	Le dispositif institutionnel pour la mise en œuvre du projet est adéquat ; il est composé d'une cellule d'exécution légère de projet soutenue par un Comité de Pilotage.	4	4
PREPARATION A LA PASSATION DES MARCHES	e) Les documents requis pour l'exécution (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation.	Les dispositions d'exécution du projet, de la passation des marchés et des décaissements sont décrites dans le rapport d'évaluation et l'accord de prêt.	3	3
PREPARATION AU SUIVI	f) Les indicateurs et le plan de suivi sont adoptés.	Les indicateurs de suivi de l'exécution du projet ont été mentionnés dans un cadre logique ; cette matrice d'actions a été suivie lors des missions de supervision. par contre l'avis général de passation des marchés n'a pas été publié à temps.	3	2
DONNEES DE REFERENCE	h) La collecte des données de référence est achevée ou en cours.	Les données de référence ont été collectées lors de la préparation et de l'exécution du projet. Le projet a régulièrement soumis à la Banque les rapports d'avancement, qui font le point sur l'état d'exécution des activités et l'état du suivi des recommandations	3	3

F. MISE EN ŒUVRE

1. Donner les principales caractéristiques de l'exécution du projet quant aux aspects suivants: respect des calendriers, qualité des constructions et autres travaux, performance des consultants, efficacité de la supervision par la Banque et efficacité de la surveillance par l'emprunteur. Déterminer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont veillé au respect des mesures de sauvegarde.

[300 mots au plus. [Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Respect des calendriers: Le calendrier de mise en œuvre du projet n'a pas été respecté pour les raisons dues au (i) retard dans la mise place de la cellule d'exécution, (ii) démarrage tardif du projet et à (iii) l'adoption politique tardive du nouvel organigramme du Secrétariat général de la CEEAC. Ce retard a engendré deux (2) prorogations du projet : La première prorogation d'un an avait fixé la date de clôture au 31 décembre 2009 et une deuxième prorogation a dû être accordée pour un délai supplémentaire d'un an (31 décembre 2010).

Performances des consultants : La performance des cabinets APAVE et AETS, principaux cabinets d'assistance technique dans le cadre de ce projet a été globalement satisfaisante. Les deux cabinets ont produits leurs rapports conformément aux Tdrs. Le retard dans l'adoption politique de l'organigramme a entraîné un glissement de calendrier dans l'exécution de la mission d'APAVE. Le cabinet CEAC a audité les comptes du projet durant trois exercices (2006, 2007, 2008). Le cabinet SAFECO a audité les comptes pour l'exercice 2009. Les rapports des auditeurs ont été produits dans les délais et jugés acceptables par la Banque. L'audit 2010 est en cours de finalisation.

Efficacité de la supervision par la Banque : Le projet a connu au total sept (7) supervisions durant les périodes d'exécution du projet, soit une moyenne annuelle de 1.5 supervisions par an, ce qui correspond à la moyenne requise par la Banque. Les recommandations issues de ces missions de supervision et formulées de concert avec la CEEAC, ont permis de résoudre à temps les problèmes rencontrés lors de la mise en œuvre du projet. La Banque a suggéré des solutions aux problèmes rencontrés pour que toutes les activités prévues dans le REP soient réalisées avant la date de clôture du projet.

Efficacité de la surveillance par l'emprunteur : Le comité de pilotage du projet se réunit de façon régulière (16 réunions au total) dans le cadre du suivi et de la supervision du projet. Les rapports d'activités trimestriels ont été régulièrement transmis à la Banque.

2. Commenter le rôle des autres partenaires (bailleurs de fonds, ONG, entreprises, etc.). Evaluer l'efficacité des modalités de cofinancement et de la coordination des bailleurs de fonds, le cas échéant.

La Contribution financière du Secrétariat Général a été au-delà de ce qui avait été prévu au moment de la conception du projet (plus de 100%). En complémentarité avec le présent projet, l'ACBF a contribué au financement du processus de renforcement des capacités de la CEEAC à travers un appui institutionnel.

3. Harmonisation. Indiquer si la Banque s'est explicitement employée à harmoniser les instruments, systèmes et/ou approches avec les autres partenaires.

Le projet a été évalué par la Banque selon une approche participative, à travers notamment, la consultation des différents responsables et cadres du Secrétariat général de la CEEAC et des principaux bailleurs de fonds, (UE, la coopération française, et Institutions spécialisées du système des Nations Unies). Ces concertations ont permis de concentrer l'appui du FAD sur le renforcement des capacités. Les interventions des donateurs dans le cadre de la promotion de l'intégration en Afrique centrale ont été préparées de manière ciblée et coordonnée.

4. Pour chaque aspect de la mise en œuvre du projet, indiquer dans quelle mesure le projet a atteint les objectifs ci-après. Présenter une évaluation succincte (deux phrases au plus) et attribuer une note d'évaluation, en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

ASPECTS LIES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET		EVALUATION		Note de l'évaluation
RESPECT DU CALENDRIER	a) degré de respect de la date prévue de clôture. Si l'écart à droite est: inférieur à 12, notation 4 entre 12.1 et 24, notation 3 entre 24.1 et 36, notation 2 Supérieur à 36.1, notation 1	Ecart en mois entre la date prévue de clôture et la date effective de clôture ou la date de réalisation de 98% de décaissement	L'extension de la date de clôture a permis d'achever certaines activités qui n'ont pas pu être finalisées dans la période prévue, à cause du retard dans le démarrage du projet et dans l'adoption de l'organigramme de Secrétariat général.	3
		24		
PERFORMANCE DE LA BANQUE	b) Conformité de la Banque aux :			
	Mesures de protection environnementale	Le projet n'a pas d'impact environnemental négatif.		s.o
	Dispositions fiduciaires	La Banque a suivi et supervisé les aspects liés à la gestion fiduciaires du projet. Les dossiers d'acquisitions et de recrutement des consultants ont fait l'objet de non objection de la Banque. De même, la banque a procédé à la revue de tous les rapports d'audits des comptes du projet.		3
	Accords conclus dans le cadre du projet	La Banque a déterminé un certain nombre de conditions d'entrée en vigueur, de premier décaissement et d'autres conditions. Dans l'ensemble, les conditions de premier décaissement ne visent que la mise en place d'un cadre qui soit le garant qu'une bonne exécution et d'un bon suivi du projet.		3
	La supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions.	Les missions de supervision ont été régulières et suffisantes. Elles ont permis de suivre l'exécution des activités et de trouver des solutions aux difficultés rencontrées dans le cadre de l'exécution du projet.		3
La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante.	La surveillance de la gestion du projet a été globalement satisfaisante. Toutefois, le retard dans le démarrage du projet peut s'expliquer aussi par une faiblesse de suivi de la part de la Banque après l'approbation du projet.		2	

PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	c) L'emprunteur s'est conformé aux:		
	Mesures de protection environnementale	Le projet n'a pas d'impact environnemental.	.s.o
	Dispositions fiduciaires	La gestion fiduciaire du projet a été globalement satisfaisante. Les acquisitions ont été faites dans les respects des procédures de la Banque. les audits annuels du projet ont été effectués et ont été jugés satisfaisants par la Banque. L'audit des comptes 2101 est en cours de finalisation.	3
	Accords conclus dans le cadre du projet	Les conditions d'entrée en vigueur, de premier décaissement et les autres conditions ont été réalisées avec du retard, à cause de la mise en place tardive de la CEP	2
	L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées de la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	Dans l'ensemble la gestion du projet par l'emprunteur et sa capacité à suivre les recommandations de la Banque sont satisfaisantes.	3
	L'emprunteur a collecté et utilisé, pour les prises de décisions, les informations tirées du processus de suivi.	Les conclusions des aide-mémoire de mission, les comptes- rendu du comité de pilotage et les recommandations des auditeurs ont servi d'outils de décision pour la mise en œuvre du projet	3

G. ACHEVEMENT

1. Le RAP a-t-il été fourni à temps, conformément à la Politique de la Banque?			
Date de réalisation de 98% de décaissement (ou date de clôture, si applicable)	Date PAR été envoyé à pcr@afdb.org	Ecart en mois	NOTE DE L'EVALUATION (généralisé automatiquement) Si l'écart est égale ou inférieur à 6 mois, la note est de 4. Si l'écart est supérieur à 6 mois, la note est de 1.
31/12/2010	11/05/2011	5.0	4
<p>Décrire brièvement le processus RAP. Décrire la manière dont l'emprunteur et les co-bailleurs ont participé à l'établissement du document. Souligner toute incohérence dans les évaluations présentées dans le présent RAP. Donner la composition de l'équipe et confirmer si une visite approfondie a été effectuée. Mentionner toute collaboration substantielle avec d'autres partenaires au développement. Indiquer dans quelle mesure le bureau de la Banque dans le pays s'est impliqué dans l'établissement du présent rapport. Indiquer si les commentaires de la revue des pairs ont été fournis à temps (indiquer les noms et les titres des pairs de revue).</p> <p>[150 mots au plus]</p>			

La mission de préparation du RAP s'est déroulée à Libreville en novembre 2010. Elle était conduite par M. Adam AMOUMOUN, Expert Principal en Gouvernance, et comprenait M. Kokou Jules HOMAWOO, Informaticien, Assistant aux Opérations OSGE2. En vue d'apprécier les résultats du projet et ses performances, la mission a tenu plusieurs séances de travail avec les responsables du Secrétariat général de la CEEAC, les membres de la cellule d'exécution du projet ainsi que les membres du Comité de pilotage. Dans le cadre de la concertation avec les autres partenaires, des rencontres bilatérales ont été conduites avec l'Union européenne.

H. LECONS TIREES DE L'EVALUATION

Résumer les principales leçons que la Banque et l'emprunteur peuvent éventuellement tirer des rendements du projet. [300 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Malgré le retard dans le démarrage du projet et sa lenteur d'exécution, celui-ci a permis de contribuer à l'amélioration des capacités du Secrétariat général de la CEEAC à travers l'assistance technique à la réforme, la mise en place des outils de gestion et l'acquisition des équipements.

Eu égard au rôle fondamental du Secrétariat Général de la CEEAC dans la coordination des programmes régionaux et la promotion de l'intégration régionale en Afrique centrale, les acquis du projet doivent être consolidés afin de pérenniser leur impact. Les opérations futures pourraient bénéficier des enseignements tirés de la mise en œuvre du projet notamment :

- (i) la nécessité de prendre en compte la faiblesse de l'engagement politique (organisation des sommets des chefs d'Etats souvent reportée, application non effective de la CCI, dix ans après son institution, non effectivité de la ZLE), qui pèse sur la mise œuvre et la pérennisation du financement des programmes intégrateurs ;
- (ii) les opérations futures de renforcement des capacités dans le cadre de l'intégration en Afrique centrale doivent être conçues de manière ciblée avec des objectifs réalistes tenant compte des capacités des institutions et de la complexité de l'environnement socio-politique et économique régional;
- (iii) les risques liés au démarrage tardif du projet. En effet, prévues pour démarrer en janvier 2005, les activités n'ont réellement démarrés qu'en avril 2006 (soit 13 mois de retard) avec le recrutement du personnel de la cellule ;
- (iv) le processus de prise de décisions d'ordre politique au sein de la CEEAC peut souffrir des délais importants (l'adoption de l'organigramme par la Conférence des Chefs a accusé un retard d'environ un an) ;
- (v) la nécessité de publier dès l'approbation du projet l'avis général de passation des marchés et l'établissement de la lettre de décaissement précisant les conditions de décaissement des fonds.

I. RESUME DES NOTES OBTENUES PAR LE PROJET

Toutes les notes de l'évaluation sont automatiquement calculées par l'ordinateur à partir de la section pertinente du RAP

CRITERES	SOUS-CRITERES	Note de l'évaluation
RENDEMENT DU PROJET	Réalisation des résultats	3
	Réalisation des rendements	2
	Respect du calendrier	3
	NOTE GENERALE DES RENDEMENTS DU PROJET	3
PERFORMANCE DE LA BANQUE	Conception et état de préparation	
	Les objectifs du projet sont pertinents pour les priorités de développement de la region	3
	Les objectifs du projet sont réalisables au regard des contributions au projet et du calendrier prévisionnel	2
	Les objectifs du projet sont conformes à la stratégie nationale ou régionale de la Banque	3
	Les objectifs du projet sont conformes aux priorités générales de la Banque	3
	Le cadre logique prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	2
	Les objectifs et les rendements, ainsi qu'ils sont présentés dans le cadre logique, sont mesurables et quantifiables	3
	Le cadre logique présente les risques et les hypothèses clés	2
	La capacité et l'engagement politique du pays sont à la hauteur de la complexité du projet	2
	La conception du projet contient une analyse satisfaisante des risques	2
	Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres processus sont fondés sur les systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires.	2
	Les responsabilités en ce qui concerne l'exécution du projet sont clairement définies	4
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	3
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont adoptés	3
	La collecte des données de référence est achevée ou en cours	3
	NOTE PARTIELLE DE LA CONCEPTION ET DE L'ETAT DE PREPARATION DU PROJET	3
	Supervision :	
Conformité de la Banque aux :		

	Mesures de protection environnementale	N.a.
	Dispositions fiduciaires	3
	Accords conclus dans le cadre du projet	3
	La qualité de la supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions	3
	La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante	2
	Le PAR a été fourni à temps	4
	NOTE PARTIELLE DE LA SUPERVISION	3
	NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE LA BANQUE	3
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	Conception et état de préparation	
	Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies	3
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	3
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont approuvés ; la collecte des données de base est achevée ou en cours	2
	NOTE DE LA CONCEPTION DU PROJET ET DE SON ETAT DE PREPARATION	3
	Mise en œuvre	
	L'emprunteur s'est conformé aux :	
	Mesures de protection environnementale	N.a.
	Dispositions fiduciaires	3
	Accords conclus dans le cadre du projet	2
	L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées par la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	3
	L'emprunteur fonde ses décisions sur les informations tirées du suivi	3
	NOTE PARTIELLE DE LA MISE EN ŒUVRE	3
NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	3	

J. TRAITEMENT

ETAPE	SIGNATURE ET OBSERVATIONS	DATE
Vérifié par le Chef de Division du Secteur	M. J. MUKETE	27/04/2011
Vérifié par le Directeur Régional	Mme M. KANGA	06/05/2011
Approuvé par le Directeur Sectoriel	M. I. NDOUMBE LOBE	11/05/2011

LISTE DES ANNEXES

1. Coûts du projet et financement
 - a. Coûts du projet par composante
 - b. Ressources par source de financement

2. Contributions de la Banque.
 - a. Missions réalisées dans le cadre du projet.
 - b. Notes de la dernière mission de supervision

3. Dernier Plan de Passation des Marchés.

4. Liste des documents justificatifs

ANNEXE 1

Coûts estimatifs par composante

COMPOSANTES	Milliers \$E.U.			Milliers UC			% en Devises
	Devise.	ML	Total	Devise.	ML	Total	
A. Appui à la réorganisation du Secrétariat général de la CEEAC, par la conception et la mise en place d'un organigramme adapté à ses missions	440,2	62,5	502,7	299,7	42,6	342,2	87,6
B. Appui à la mise en œuvre du programme d'activités du Secrétariat Général	2025,8	488,0	2513,8	1379,2	332,3	1711,5	80,6
C. Gestion et suivi du Projet	628,5	157,9	786,5	427,9	107,5	535,4	79,9
AUDIT	45,0	0,0	45,0	30,6	0,0	30,6	
Coût de base	3139,5	708,5	3848,0	2137,5	482,3	2619,8	81,6
Provision pour imprévus (S%) et inflation (3%)	251,2	56,7	307,8	171,0	38,6	209,6	81,6
Coût total du Projet	3390,7	765,1	4155,8	2308,5	520,9	2829,4	81,6
En % du coût total du Projet	81,6	18,4		81,6	18,4		

Sources de financement

Sources	Milliers UC			% du Total
	Devises	Monnaie locale	Total	
FA	2.259,3	330,5	2.589,9	91,5
D	49,1	190,4	239,5	8,5
Total	2.308,5	520,9	2.829,4	100,0

Coût estimatif par catégorie des dépenses

Catégorie des dépenses	Milliers \$E.U.			Milliers UC			En % du coût total
	Devis.	ML	Total	Devis.	ML	Total	
1. Travaux de génie civil	0,0	217,1	217,1	0,0	147,8	147,8	5,6
1.1. Réhabilitation du bâtiment du MARAC	0,0	178,1	178,1	0,0	121,3	121,3	
1.2. Aménagement de 2 grandes salles en 8 bureaux	0,0	39,0	39,0	0,0	26,6	26,6	
2. Biens	471,9	121,3	593,3	321,3	82,6	403,9	15,4
2.1. Equipement d'1 grande salle en salle conférence	0,0	42,7	42,7	0,0	29,1	29,1	
2.2. Equipement informatique et	127,7	40,1	167,9	87,0	27,3	114,3	
2.3. Equipement bureautiques	249,5	38,5	288,0	169,9	26,2	196,1	
2.4. Véhicules	94,7	0,0	94,7	64,5	0,0	64,5	
3. Services de consultants	2.590,4	0,0	2.590,4	1.763,6	0,0	1.763,6	67,3
3.1. Assistance technique	2.077,8	0,0	2.077,8	1.414,6	0,0	1.414,6	
3.2. Formation	467,6	0,0	467,6	318,4	0,0	318,4	
3.3. Audit	45,0	0,0	45,0	30,6	0,0	30,6	
4. Fonctionnement	77,2	370,0	447,2	52,6	251,9	304,5	11,6
Total coût de base	3.139,5	708,5	3.848,0	2.137,5	482,3	2.619,8	100,0
Provision pour imprévus (S%) et inflation (3%)	251,2	56,7	307,8	171,0	38,6	209,6	
Coût total du projet	3.390,7	765,1	4.155,8	2.308,5	520,9	2.829,4	
En % du coût total du projet	81,6	18,4		81,6	18,4		

ANNEXE 2

MISSIONS REALISEES PAR LES EXPERTS DE LA BAD

N°	Mission	Date Début	Date Fin	Composition
1	Identification		ND	
2	Préparation	Octobre 2004	ND	
3	Evaluation			1 Economiste, 1 Expert ICT, 1 Macro-économiste
4	Lancement	15/07/2005	19/07/2005	Economiste, FFCO, ORPF
5	Supervision	07/11/2006	11/11/2006	Chef de Projet
6	Supervision	24/09/2007	01/10/2007	Chef de Projet
7	Supervision	04/06/2008	20/06/2008	Chef de Projet
8	Supervision	09/12/2008	12/12/2008	Chef de Projet
9	Supervision	16/03/2009	20/03/2009	Chef de Projet, GAFO
10	Supervision	26/11/2009	04/12/2009	Chef de Projet, GAFO
11	Supervision	07/06/2010	16/06/2010	Chef de Projet, GAFO
12	Supervision	25/10/2010	03/11/2010	Chef de Projet, Assistant aux opérations
13	Préparation du PCR	25/10/2010	03/11/2010	1 Expert Gouvernance et 1 Assistant aux opérations

Annexe 3

PLAN DE PASSATION DES MARCHES

3. CONSULTANTS																													
Divers Lots avec les modes d'acquisition et le calendrier						Avis à Manifestation d'Intérêt				Demande d'Avis à Manifestation d'Intérêt		Liste Restreinte & Demande de Propositions				Propositions		Evaluation Technical (T) - Financière (F) & Négociations						Attribution du Contrat			Exécution du Contrat		
Description ³	Méthode de Sélection	Forfait ou Temps-Passé	Montant Estimé en UC (000)	Priorité ou Post Revue	Date estimée Remise Propositions	Plan vs. Actuel	Date Transmission	Date No-objection	Date Publication	Date Remise	Plan vs. Actuel	Date Transmission	Date No-objection	Date Invitation	Date Soumission/ Ouverture Propositions	Plan vs. Actuel	Transmission Rapport Evaluation (T)	Non-objection Evaluation Rapport (T)	Ouverture Propositions Financières	Transmission Rapport Eval (F)	Transmission Résultats Négociations	Non-objection Attribution & Négociations	Plan vs. Actuel	Montant Contrat en UC (000)	Attribution Contrat	Signature Contrat	Date Démarrage	Date Fin	
COMPOSANTE 1 ORGANIGRAMME			247,10			Plan	avril 2005				Plan	mai 2005		mai 2005	juillet 2005	Plan	juillet 2005	août 2005	juillet 2005	août 2005	août 2005	sept- 2005	Plan	247,10	sept- 2005	sept-2005	octobre 2005	mai 2006	
						Actuel	28/07/2006	22/08/2006	1er/10/2006	15/11/2006	Actuel	12/01/2007	12/02/2007	15/03/2007	16/04/2007	Actuel	24/05/2007	18/07/2007	04/05/2007	24/05/2007		18/07/2007	Actuel	240,52	13/09/2007	21/12/2007	14/01/2008	30/11/2009	
APAVE / AETS (France ³)	AOI																												
COMPOSANTE 2 APPUI AU PROGRAMME ACTIVITE			763,90			Plan					Plan	mai 2005		mai 2005	juillet 2005	Plan	juillet 2005	août 2005	juillet 2005	août 2005	août 2005	sept- 2005	Plan	763,90	sept- 2005	sept-2005	octobre 2005	mai 2006	
						Actuel		9 mars 2007	01 avril 2007		Actuel		9 mars 2007	1 avril 2007	15 mai 2007	Actuel	juin 2007	18 juillet 2007	22 mai 2007	juin 2007		18 juillet 2007	Actuel	659,06	15 nov-2007	19/12/2007	08/04/2008	31/12/2009	
AETS/ APAVE (France)	AOI																												
AUDIT 2006 à 2008			30,60			Plan					Plan	mai 2005		mai 2005	juillet 2005	Plan	juillet 2005	août 2005	juillet 2005	août 2005	août 2005	sept- 2005	Plan	30,60	sept- 2005	sept-2005	octobre 2005	mai 2006	
						Actuel					Actuel	28/06/2007	12 février 2007	09/07/2007	03/09/2007	Actuel	04/10/2007	15/11/2007	11/09/2007	04/10/2007		15/11/2007	Actuel	31,77	04/04/2008	15/05/2008	15/05/2008	31/12/2008	
CEAC/ DOUALA	AOI																												
AUDIT 2009 à 2010						Plan					Plan					Plan							Plan	0,00					
						Actuel					Actuel	28/06/2007	14/08/2009	09/07/2007	08/10/2009	Actuel	14/10/2009	10/01/2010	08/10/2009	14/10/2009	11/02/2007	04/04/2010	Actuel	31,81	27/05/2010	30/05/2010	30/05/2010	31/12/2010	
SAFECO/ TOGO	AOI																												
MISE A JOUR COMPTABILITE CEEAC						Plan					Plan					Plan							Plan						
						Actuel					Actuel			18/10/2010	Actuel	02/10/2010		20/10/2010	02/11/2010				Actuel	24,71		30/10/2010	05/11/2010	31/12/2010	
CABINET DELTA/ GABON	AOI																												
						Plan					Plan					Plan							Plan						
						Actuel					Actuel					Actuel							Actuel						
						Plan					Plan					Plan							Plan						
						Actuel					Actuel					Actuel							Actuel						
Total Cost			1 041,60			Plan					Plan				Plan							Plan	1 041,60						
			0,00			Actuel					Actuel				Actuel							Actuel	987,88						

Note 3
(Supplementary information concerning
Procurement of Consultants such as other Special Procurement Arrangements)

PLAN DE PASSATION DES MARCHES

1. BIENS

3. Procurement Packages with Methods and Time		DONNEES DE BASE							Dossiers d'appels d'offres		Période de soumission		Evaluation des Offres		Attribution du Contrat			Exécution du Contrat		
Description*	Lot Numéro	Lancement # Avis d'appel d'offres	Montant Estimé en UC(000)	Mode d'acquisition	Pré-ou Post Qualification	Préférence Nation/Rég. (O/N)	Priori ou Post Revue	Date estimée Remise Offres	Plan vs. Actuel	Date transmission	Date Non-objection	Date lancement AO	Remise- Ouverture des Offres	Rapport Evaluation des Offres	Non- objection	Montant Contrat en UC(000)	Date Attribution Contrat	Date Signature Contrat	Date Démarrage	Date Fin
mobiliers et équipement informatique cep			9,70	AON		O			Plan	janvier 2006	janvier 2006	février 2006	mars 2006	avril 2006	avril 2006	9,70	mai 2006	mai 2006	juillet 2006	août 2006
	1 & 2	DAO01/06							Actuel		22/08/206	4/10/2006	15/11/2006	17/11/2006		9,81	12/03/2007	30 mai 2007	30/04/2007	30/05/2007
ELECTRA & CK2																				
mobilier consultants			19,70	AON		O			Plan	janvier 2006	janvier 2006	février 2006	mars 2006	avril 2006	avril 2006	19,70	mai 2006	mai 2006	juillet 2006	août 2006
	3	DAO01/06							Actuel		22/08/206	4/10/2006	15/11/2006	17/11/2006		17,43	12/03/2007	30avril 2007	30 avril 2007	juillet 2007
SOBAMIGA																				
équipement informatique & bureautique CEEAC			97,40	AON		O			Plan	janvier 2006	janvier 2006	février 2006	mars 2006	avril 2006	avril 2006	97,40	mai 2006	mai 2006	juillet 2006	août 2006
		DAO08/07							Actuel		3 juillet 2007	12/07/2007	30/08/2007	12/09/2007	15 nov- 2007	59,24	25/04/2008	25/04/2008	25/04/2008	29/11/2008
FAST SYSTEM XP & BS GABON																				
cablage informatique siège CEEAC & Marac			26,90	AON		O			Plan	janvier 2006	janvier 2006	février 2006	mars 2006	avril 2006	avril 2006	26,90	mai 2006	mai 2006	juillet 2006	août 2006
	1	DAO12/08							Actuel		11/08/2008	01/09/2008	2/10/2008	02/10/2008	9 fév-2009	61,59	23 avril 2009	23 avril 2009	août 2009	juin 2010
CFAO TECHNOLOGIES																				
amélioration & acquisition site web			20,40	AON		O			Plan	janvier 2006	janvier 2006	février 2006	mars 2006	avril 2006	avril 2006	20,40	mai 2006	mai 2006	juillet 2006	août 2006
	2	DAO12/08							Actuel		11/08/2008	01/09/2008	2/10/2008	02/10/2008	9 fév-2009	28,23	23 avril 2009	23 avril 2009	août 2009	août 2010
CFAO TECHNOLOGIES																				
complément équipements informatiques			0,00	AON		O			Plan	janvier 2006	janvier 2006	février 2006	mars 2006	avril 2006	avril 2006	0,00	mai 2006	mai 2006	juillet 2006	août 2006
	1	DAO14/10							Actuel		17 juillet 2010	26 août 2010	27 sept-2010	30 sept- 2010		17,03	octobre2010	nov-2010	nov-2010	dec-2010
BS GABON																				
complément cablage site WEB			0,00	AON		O			Plan	janvier 2006	janvier 2006	février 2006	mars 2006	avril 2006	avril 2006	0,00	mai 2006	mai 2006	juillet 2006	août 2006
	1	DAO17/10							Actuel	octobre 2010						34,79	octobre2010	nov-2010	nov-2010	dec-2010
DAO ENCOURS																				
mobilier salle de conférence			29,10	AON		O			Plan	janvier 2006	janvier 2006	février 2006	mars 2006	avril 2006	avril 2006	29,10	mai 2006	mai 2006	juillet 2006	août 2006
	2	DAO11/08							Actuel		26 juin 2007	30 octobre 2007	29 nov-2007	30nov-2007		33,33	15 mai 2008	15 mai 2008	15 mai 2008	15 juin 2008
CCR																				
équipement audio phonique			75,00	AON		O			Plan	janvier 2006	janvier 2006	février 2006	mars 2006	avril 2006	avril 2006	75,00	mai 2006	mai 2006	juillet 2006	août 2006
	1	DAO11/08							Actuel		26 juin 2007	30 octobre 2007	29 nov-2007	30nov-2007		78,18	15 mai 2008	15 mai 2008	15 mai 2008	août 2008
OKLICEANE SERVICES																				
acquisition véhicule			19,00	AON		O			Plan	janvier 2006	janvier 2006	février 2006	mars 2006	avril 2006	avril 2006	19,00	mai 2006	mai 2006	juillet 2006	août 2006
	4	DAO/01/06							Actuel		22/08/206	4/10/2006	15/11/2006	17/11/2006		19,87	12/03/2007	30/04/2007	30/04/2007	30/05/2007
CFAO MOTORS																				
Coût Total			297,20						Plan						297,20					
			0,00						Actuel						339,62					

Note 1.
 (Informations Supplémentaires concernant
 Acquisition des Biens et des services autres que des services de consultants, tel que Pré-qualification
 ou tout autre arrangements particuliers d'acquisition)

ANNEXE 4

NOTES DE LA DERNIERE SUPERVISION					
INDICATORS	RATINGS				
	Precedings report				This report 25.10.2010
	09.12.2008	16.03.2009	26.11.2009	07.06.2010	
A. PROJECT IMPLEMENTATION					
Compliance with loan conditions precedent to entry into force	3	3	3	3	3
Compliance with General Conditions	2	2	2	2	2
Compliance with Other Conditions	2	2	2	2	2
B. PROCUREMENT PERFORMANCE					
Procurement of Consultancy Services	3	2	2	2	2
Procurement of Goods and Works	3	2	2	2	2
C. FINANCIAL PERFORMANCE					
Availability of Foreign Exchange	3	3	3	3	3
Availability of Local Currency	3	3	3	3	3
Disbursement Flows	3	1	2	2	2
Cost Management	0	2	2	2	2
Performance of Co-Financiers	0				
D. ACTIVITIES AND WORKS					
Adherence to implementation schedule	2	2	1	1	1
Performance of Consultants or Technical Assistance	2	2	2	2	2
Performance of Contractors	0	2	2	2	2
Performance of Project Management	3	2	2	2	2
E. IMPACT ON DEVELOPMENT					
Likelihood of achieving development Objectives	3	2	2	2	2
Likelihood that benefits will be realized and sustained beyo	2	2	2	2	2

Likely contribution of the project towards an increase in	3	2	2	2	2
Current Rate of Return	0				
F. OVERALL PROJECT ASSESMENT					
Current Supervision Average	2.06	2.13	2.13	2.13	2.13
Current Trend over time					2.12

RATINGS: 3 = Highly Satisfactory, 2 = Satisfactory, 1 = Unsatisfactory, 0 = Highly Unsatisfactory, "=" Non applicable

STATUS
Implementation Progress (IP) = 2.15 Development Objectives (DO) = 2.00
OVERALL STATUS : NON PROBLEMATIC PROJECT / NON POTENTIALY PROBLEMATIC PROJECT /

ANNEXE 5

SOURCE D'INFORMATION
<ol style="list-style-type: none">1. Rapport d'Evaluation2. Aide-mémoire de Missions de Supervision3. Rapports de Retour des Missions4. Rapports d'Audit5. Rapports d'activités trimestriels

Appendice 1

Echelle de notation et correspondances	
NOTE	EXPLICATION
4	Très satisfaisant - Réalisation parfaite, aucune faille
3	Satisfaisant - La majorité des objectifs sont atteints en dépit de quelques lacunes
2	Moyen - Projet partiellement abouti. Presqu'autant de résultats que de lacunes
1	Médiocre - Très peu de réalisations et de graves lacunes
NA	Sans objet